

Pourtant, comme les documents réunis dans le présent volume le montrent clairement, l'optimisme suscité par le succès des Nations Unies en matière de désarmement, question qui avait occupé les deux tiers du temps de l'Assemblée générale, restait inentamé. L'unanimité avec laquelle l'organisation mondiale avait adopté des résolutions en vue de relancer les pourparlers sur le désarmement (documents 138 à 166) et d'étudier la possibilité de mettre sur pied une organisation internationale de l'énergie atomique (documents 167 à 207) a répandu « plus d'harmonie et de lumière... que jamais depuis la première Assemblée générale, à Londres, il y a neuf ans » (document 210). Pearson étant retenu en Europe auprès de l'OTAN, Paul Martin, ministre de la Santé et du Bien-être social et vice-président de la délégation canadienne à l'Assemblée générale, s'est affirmé comme principal porte-parole du Canada à l'ONU. À titre de négociateur principal des puissances occidentales avec l'Union soviétique au sujet de la résolution sur le désarmement, Martin a vu largement récompensée sa persévérance dans la recherche d'un compromis — ce qui était son plus grand talent de diplomate. Néanmoins, cette attitude a suscité des inquiétudes à Ottawa, au point que Pearson a lancé une mise en garde à son collègue : « Il ne faut pas pousser cet effort si loin que nous risquions de susciter des difficultés dans nos relations avec les États-Unis. » (Document 163)

Le premier ministre, Louis Saint-Laurent, s'est également lancé dans le circuit diplomatique en 1954, faisant une longue tournée mondiale pendant les premiers mois de l'année pour rencontrer ses homologues en Europe et en Asie. Cette tournée a été mal documentée et il en reste peu de témoignages, hormis les documents qui relatent les rencontres de Saint-Laurent avec le premier ministre de l'Inde, Jawaharlal Nehru. Ces documents qui ont survécu donnent cependant au lecteur une idée des difficultés auxquelles se heurtaient Saint-Laurent et Pearson, le Canada essayant de surmonter des dissensions de plus en plus marquées entre New Delhi et Washington au sujet des affaires asiatiques (documents 435 à 442). Les mêmes tendances s'observent dans les documents qui portent sur l'aide militaire accordée au Pakistan par les États-Unis (documents 431 à 434). De façon plus générale, la volonté du Canada de préserver la stabilité économique et politique de l'Asie comme rempart contre l'expansion communiste en Extrême-Orient se lit dans la trame de la longue série de documents sur le Plan Colombo (documents 390 à 430).

L'Asie occupait une grande place dans les relations extérieures du Canada en 1954. À leur réunion tenue à Berlin en février, les ministres des Affaires étrangères de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Union soviétique ont convenu de convoquer une conférence à Genève afin de trouver une solution au problème coréen. Tous les combattants, y compris la République populaire de Chine, la Corée du Nord et la Corée du Sud y ont été invités, et tous y ont participé à l'exception de l'Afrique du Sud. L'atmosphère était tendue. Un délégué canadien évoquait plus tard ses souvenirs en ces termes : « Au printemps et au début de l'été de cette année-là, Genève était un endroit extraordinaire... au centre de l'attention du monde entier<sup>2</sup>. » Mais la conférence n'a pas tardé à s'enliser dans une impasse au sujet des modalités de surveillance des élections en Corée du Nord et en Corée

---

<sup>2</sup> John Holmes, « Geneva 1954 » *International Journal*, volume XXII, n° 3 (été 1967), p. 463.